

Défense américaine : beaucoup de bruit pour rien

Par Laurence NARDON

Associée de recherche au Centre français sur les Etats-Unis (ifri)

Publié dans *Le Figaro* le 3 août 2001

Le secrétaire américain à la Défense Donald Rumsfeld a fait connaître, dès le début de l'année, son intention de lancer des programmes d'armement nouveaux et importants. Son projet le plus remarqué est celui de défense antimissile du territoire américain. Ce système devrait pouvoir détruire les vecteurs ennemis à tous les stades de leur trajectoire : phase d'envol, phase de vol extra-atmosphérique, phase de rentrée dans l'atmosphère. Il s'adressera à tous les Etats potentiellement ennemis, ce qui semble viser avant tout des pays comme la Chine et la Corée du Nord.

Rumsfeld souhaite également mettre en place des moyens de protection de l'infrastructure spatiale nationale. Selon les textes officiels, ces futurs systèmes devront être à la fois « défensifs et offensifs ». L'emploi de ce dernier terme signifie que des armes antisatellites pourraient être déployées, ce qui serait une évolution très importante. Jusqu'à présent, en effet, l'espace extra-atmosphérique est resté en dehors de toute course aux armements.

Selon la nouvelle administration, de tels programmes sont indispensables aujourd'hui : il faut renouveler le système de protection du territoire américain pour faire face aux menaces d'un monde nouveau.

Au-delà des réorientations programmatiques, Rumsfeld souhaite aussi réorganiser tout l'appareil de défense des Etats-Unis, afin de rompre définitivement avec les pratiques héritées de la guerre froide : le processus de recrutement des cadres et d'acquisition des matériels, les méthodes de travail, le cadre de pensée stratégique... Tous ces thèmes font actuellement l'objet d'une réflexion à visée réformatrice.

Mais ces ambitieux projets rencontrent déjà de sérieuses oppositions. A la fin du mois de mai, le sénateur James Jeffords a annoncé qu'il quittait le Parti républicain, dont les choix politiques radicalisés sous la houlette du nouveau président ne reflétaient plus ses opinions personnelles. Le Sénat élu en novembre dernier avait une distribution des sièges égale entre les deux partis et ne pouvait se déclarer républicain qu'avec la voix supplémentaire du vice-président. Avec un sénateur en moins, le Parti républicain a perdu sa majorité à la Chambre haute. Les commissions et sous-commissions du Sénat ont retrouvé rapidement des présidents démocrates, qui auront la possibilité d'entraver l'adoption des projets de loi déposés par le pouvoir exécutif.

Les conséquences en matière de politique de défense seront importantes. Le sénateur démocrate Carl Levin, qui a repris la direction de la Commission des forces armées, a déjà fait connaître ses intentions. Il exigera tout d'abord d'être assuré que l'annulation unilatérale du traité ABM par les Etats-Unis ne poussera pas la Russie et la Chine à acquérir plus de missiles nucléaires. Il demandera ensuite que le futur système antimissile américain ne soit pas trop onéreux tout en étant efficace, deux conditions qui semblent difficiles à remplir dans l'état actuel des choses.

Avant même que le Sénat ne retrouve une majorité démocrate, le Pentagone et le Congrès avaient déjà manifesté leur mécontentement face aux projets de Donald Rumsfeld.

Il faut blâmer dans une certaine mesure les difficultés et les erreurs de communication de ce dernier. Le secrétaire à la Défense a rapidement compris qu'il fallait organiser des consultations sur le projet de défense antimissile avec les pays alliés. En mai dernier, il a envoyé des émissaires dans les grandes capitales étrangères pour expliquer son projet. Il n'a pas encore su voir qu'il devait adopter la même attitude vis-à-vis à ses interlocuteurs américains, même les plus favorables. Il a ainsi provoqué la colère des sénateurs républicains et des cadres militaires, qui se sentent tenus à l'écart de ses projets.

Parmi les généraux et amiraux, pourtant traditionnellement conservateurs, certains se livrent à une critique sur le fond des plans de réforme actuels. Le général Gordon Sullivan, ancien Chief of Staff de l'armée de terre, a récemment critiqué l'importance centrale donnée aux futurs systèmes spatiaux et antimissile. Il est impossible, dit-il, de traiter l'ensemble des problèmes de sécurité à distance, sans capacités d'engagement au sol. Les systèmes proposés ne seront pas plus efficaces que « l'inutile et coûteuse ligne Maginot », aurait-il ajouté.

Les projets de Rumsfeld rencontrent aussi des obstacles d'une autre nature. La transformation des équilibres stratégiques internationaux intervenue depuis maintenant plus de dix ans demande une modification en profondeur de la défense américaine. Cette transformation, pourtant annoncée à plusieurs reprises à la fois par Bush père et par Clinton, s'est heurtée à l'opposition des cadres militaires et des parlementaires.

L'armée de terre a peur de voir disparaître quelques divisions dans le cadre du redéploiement des troupes vers le Pacifique ; la Navy refuse que les porte-avions, devenus aujourd'hui des cibles trop faciles pour des missiles ennemis, soient écartés. Les parlementaires s'opposent en général à la fermeture des lignes de production de matériel lorsque les usines sont situées dans leur circonscription et ce, même lorsque les utilisateurs finaux de ces matériels n'en veulent plus (les avions C 17, par exemple, ont continué à être produits malgré le désintérêt de l'armée de l'air). Le processus de réforme de l'acquisition et la refonte des forces armées se heurtent à des conservatismes très puissants.

Rumsfeld admet qu'il faudra sans doute une dizaine d'années pour aboutir à la profonde réforme qu'il juge indispensable. Le poids politique de ces mesures risque d'être très important ; il n'est même pas certain désormais qu'il réussira à les engager. Peut-être les Européens n'auront-ils pas, finalement, à accepter le déploiement d'un système antimissile qui ne les enthousiasme pas...